

Les invisibles

GILLES PINSON



L'humeur collective est à la réhabilitation des invisibles. Invisibles dans la société et l'économie, invisibles dans la ville. Que ce soit dans la presse, dans la fiction ou même dans le discours politique, les gens ordinaires sont réapparus dans le cadre de l'attention publique. La fébrilité qui a accompagné la parution du nouvel opus de Nicolas Mathieu, *Connemara*, lauréat du prix Goncourt avec *Leurs Enfants après eux*, en dit long sur l'engouement pour une littérature néo-naturaliste chroniquant la vie des « gens de peu » peuplant les zones rurales ou périurbaines. La presse se fait aussi de plus en plus l'écho des difficultés de cette France des marges. Le succès du *Quai de Ouistreham* de la journaliste Florence Aubenas ou encore de la récente série de *Libération* sur les populations « flottantes » de la gare du Nord en sont l'illustration.

La politique n'est pas en reste. La percée de courants se revendiquant d'un « populisme de gauche » et même la renaissance dans certains pays de la social-démocratie doivent beaucoup à la réhabilitation, au moins dans les discours, des « gens ordinaires ». Jean-Luc Mélenchon parle davantage des « gens » que du peuple de gauche. Olaf Scholz, nouveau chancelier allemand social-démocrate, doit sa victoire récente à sa capacité à mettre au cœur de son discours et de ses propositions les problèmes et aspirations des « gens ordinaires », des « vrais gens ».

En France, le regain d'intérêt pour ces invisibles a été précipité par deux événements fracassants : le mouvement des Gilets jaunes et la pandémie de Covid-19. Le premier a replacé au centre du débat public les difficultés matérielles et la « misère de position¹ » de segments entiers de la population que le discours

¹ | Chez Pierre Bourdieu, le terme désigne la frustration née d'une impossibilité à satisfaire ses aspirations au bonheur et à l'épanouissement. Il la distingue d'une « misère de condition » liée à l'insuffisance de ressources matérielles. Cf. P. Bourdieu [dir.], *La misère du monde*, Paris, Seuil, 1993.

politique dominant avait eu tendance à négliger : périurbains, petites classes moyennes confrontées au déclassement, précaires, etc. Pierre Blavier évoque dans ce dossier l'invisibilisation et la délégitimation de modes de vie dans lesquels la voiture occupe une place centrale. De son côté, la pandémie de Covid-19 et l'expérience du confinement ont suscité un grand mouvement de réévaluation de la valeur sociale des professions. Le monde peut continuer de fonctionner même si les managers et les consultants restent à la maison et télétravaillent. Ce n'est pas le cas si ce sont les ouvriers, les logisticiens et les infirmières qui s'arrêtent... Tout à coup, on applaudit collectivement les « premiers de corvée » ; soudain, « ceux qui ne sont rien », et dont les « premiers de cordée » ne repéraient à peine la présence quand ils les croisaient dans les halls de gare, deviennent des héros sans qui la machinerie sociale et urbaine ne pourrait pas fonctionner. Quant à savoir sur quoi a pu déboucher cette épiphanie du point de vue des politiques publiques, c'est une autre histoire...

De qu(ol)j parle-t-on ?

Mais qui sont les invisibles au juste ? Autant l'annoncer d'emblée, pour celles et ceux qui ont coordonné

ce dossier et y ont contribué, le terme d'« invisibles » n'a rien d'une catégorie sociologique stabilisée. « Invisibles », c'est un peu comme « bobos ». L'expression vaut davantage par sa puissance d'évocation que par sa précision. Elle permet de poser des mots provisoires sur des problématiques et des dynamiques dont on pressent l'importance, avant de les avoir théorisées.

Tentons de lister des figures de l'invisibilité métropolitaine, en gardant en tête que la liste n'est pas exhaustive et que les regroupements sont tous sauf étanches entre eux.

Être invisible dans la métropole, cela peut s'entendre au sens le plus évident du terme. C'est avoir des pratiques quotidiennes, professionnelles ou non, qui vous soustraient au regard de la majorité de la population. Parce qu'elles se font nuitamment ou à huis clos, dans des lieux où l'on ne va pas si l'on n'a rien à y faire. Un individu ou un groupe peut être également invisible parce que ses pratiques le conduisent à pratiquer l'espace public uniquement lors des déplacements entre le domicile et le lieu de travail ou d'études.

Manifestation des Gilets jaunes à Bordeaux le 22 décembre 2018. © Fabien Cottreau.



La contribution de Léonie Bonnet et de Lola Sansac évoque ces jeunes qui habitent les quartiers populaires mais dont les pratiques sont tellement banales, et par ailleurs très centrées sur le foyer, qu'elles les invisibilisent. On est ici à mille lieues des stéréotypes encombrants sur les jeunes qui « zonent » ou « tiennent les murs » souvent associés aux cités et dont la présence s'impose à tous. Manon Loisel nous parle, elle, des travailleurs itinérants – logisticiens, techniciens, agents d'assurance, agents d'entretien, etc. – qui opèrent dans les métiers et secteurs relevant de « l'économie métropolitaine ordinaire ». Ces travailleurs assument les fonctions supports de cette économie mais sont souvent invisibles. Ils sont la plupart du temps en mouvement, travaillent parfois en horaires décalés et ont pour camp de base des zones d'activités soustraites au regard du citoyen lambda.

Être invisible, cela peut aussi procéder d'une volonté de vivre caché (pour vivre heureux). La ville a toujours abrité des activités plus ou moins interlopes qui n'ont rien à gagner à la visibilité : trafics en tous genres, prostitution, pratiques ludiques plus ou moins licites, etc. Mais pas besoin d'aller fouiller les bas-fonds pour trouver des pratiques d'auto-invisibilisation. Les principaux invisibles dans les villes sont parfois aussi les plus nantis. Les quartiers résidentiels des riches sont souvent les plus difficiles à atteindre, les plus discrets. Il suffit de penser aux rues privées dans les quartiers chics, aux manoirs et villas dissimulés derrière des hauts murs ou des rideaux de verdure et, plus récemment, aux *gated communities*.

On peut aussi être invisible du fait d'une présence tellement évidente dans la ville qu'elle finit par se faire oublier. Difficile d'oublier les enfants – surtout quand on en a... – mais, bizarrement, leur omniprésence dans la ville et dans les vies s'accompagne d'une relative absence dans les discours sur la ville et dans les politiques urbaines. Il y a des services et des équipements pour la petite enfance, mais les besoins et les pratiques des enfants sont loin de constituer le prisme qui donne corps aux politiques urbaines. En tout cas en France... Jessica Brandler-Weinreb vient utilement rappeler à quel point l'enfance est un angle mort des débats publics et des réflexions sur la ville. Pourtant, son travail sur l'expérience de la pandémie et du confinement par les enfants montre que ces derniers ont été eux aussi affectés dans leur vie sociale, dans leurs pratiques, par cette période traumatique. Et comment ces petits invisibles ont supporté une partie de la charge mentale induite par les restrictions sanitaires.

L'invisibilité peut aussi procéder d'un projet politique implicite. Elle peut frapper des populations que l'on voit peu mais que l'on voudrait encore moins voir ! Il y a bien des groupes qui font l'objet de stratégies d'invisibilisation mises en œuvre à bas bruit par les autorités qui gouvernent la ville. C'est le cas des migrants que l'on fait déguerpir des espaces les plus centraux sans toujours leur offrir des solutions d'hébergement alternatives. Des gens du voyage dont la présence sur le campus bordelais incommode les gens honnêtes. C'est encore le cas des « zonards » qu'évoque Tristana Pimor dans l'interview qu'elle nous a accordée. Ces stratégies d'invisibilisation touchent aussi ces populations flottantes d'ouvriers de la construction et du recyclage qui participent à la métropolisation de Moscou et sont cantonnés dans des cités de garages et autres villages de containers décrits avec force par Stany Cambot dans ce dossier.

Et puis n'oublions pas toutes ces situations inclassables dans lesquelles les stratégies d'invisibilisation finissent par créer de l'hyper-visibilité voire de l'incongruité. Dans ces lignes, Arthur Oldra évoque le cas insolite des militaires de l'opération Sentinelle. Leur tenue camouflage généralement vouée à les cacher leur permet ici d'être repérés pour rassurer les uns et dissuader les autres. Jusqu'à ce que leur présence banalisée les fasse retomber dans l'invisibilité. On pourrait aussi évoquer la Herbertstrasse, la rue barrée du quartier de Sankt-Pauli à Hambourg. Haut lieu des activités liées à la prostitution, elle fut barrée par des chicanes dès les années 1930 et interdite aux femmes et aux mineurs, malgré son statut de voie publique. Toutefois, cette stratégie d'escamotage en a rapidement fait une des destinations phares de toutes sortes de touristes.

Une affaire de récit et de discours

Plus généralement, l'invisibilisation est affaire de discours. Les discours sur la métropole, qu'ils soient portés par des élus, des experts ou des acteurs économiques, procèdent souvent par sélection et exclusion. Ludovic Halbert parlait à ce propos des « errements de la ville d'exception¹ ». On a souvent tendance à penser que parce que les métropoles sont des villes qui possèdent des fonctions et des équipements rares et accueillent des professions qu'on ne retrouve pas dans des villes plus modestes, elles ne sont faites que de ces fonctions, équipements et professions « rares ». Dès lors, et c'est ce que Ludovic Halbert et Nicolas Raimbault rappellent dans ce dossier, on a vite fait de tenir pour partie congrue les fonctions et professions plus banales que l'on retrouve aussi dans la métropole.

1 | L. Halbert, *L'avantage métropolitain*, Paris, PUF, 2009.



Punks et « marginaux » sur le cours Victor-Hugo à Bordeaux, une des artères de la ville où ils se rassemblent souvent. © Fabien Cottereau.

On réduit trop facilement l'économie métropolitaine au cadre, à l'ingénieur, au « créatif » et on finit par penser que les politiques publiques doivent être calibrées en fonction des besoins de ces seuls groupes. Pourtant, la métropole est toujours aussi pour partie une « ville ordinaire », qui ne pourrait fonctionner sans les activités banales assurées par des gens qui ont des niveaux de qualification et de rémunération moyens voire bas, et qui pour certains vivent dans la précarité.

Les politiques métropolitaines doivent faire une place dans leurs préoccupations aux conditions de vie de ces invisibles ordinaires. Cela commence par une connaissance plus affûtée de ce qui fait l'ordinaire de ces invisibles. La contribution du collectif Rosa Bonheur sur l'économie de subsistance est de ce point de vue salutaire. Elle nous rappelle que l'entraide, la débrouille, les échanges économiques non monétaires sont essentiels à la survie de populations fragiles sans lesquelles il n'y aurait pas d'économie métropolitaine.

Les invisibles et la ville légitime

Finalement, ce dossier nous parle de deux villes : la ville légitime et la ville illégitime. Il traite aussi en filigrane des discours et des pratiques qui contribuent à dessiner ces deux villes. Il faut toujours le rappeler : la ville n'est pas qu'un ensemble d'artefacts matériels, de voiries et de bâtiments. La ville est aussi le produit de discours et récits. Discours sur qui a le droit d'être ici ou là. Discours sur ce qui rentre dans

le cadre des pratiques urbaines légitimes et ce qui doit en être banni.

La sociologue américaine Sharon Zukin disait pour s'amuser – mais pas seulement – que la gentrification, c'était la pacification des centres-villes par le capuccino¹. De fait, à un moment donné, certains groupes ont réussi à imposer leurs pratiques – la consommation du capuccino – dans les quartiers centraux des villes occidentales, parfois aidés en cela par les politiques urbaines. Ce faisant, ils ont contribué à délégitimer d'autres présences et pratiques, celles des classes populaires, et à susciter l'appétence croissante des classes moyennes et supérieures pour ces espaces centraux jusqu'alors répulsifs.

Les villes sont bien des espaces où se livrent ces luttes symboliques – et parfois plus violentes – pour savoir qui a le droit d'être là et qui devrait être, à l'inverse, contraint à l'invisibilité et au final, à la relégation dans d'autres espaces, hors de la vue de ceux qui ont le pouvoir d'arbitrer les élégances urbaines. Et au bout du compte, c'est à l'édile et à l'urbaniste d'arbitrer et de dire quelles sont les pratiques urbaines qu'il faut rendre visibles et légitimes et celles qu'il faut, au contraire proscrire et invisibiliser. Mais pour cela, il faut que l'un et l'autre y voient clair dans ces luttes symboliques afin de concevoir des espaces qui ne soient pas trop marqués par les goûts, les pratiques et les aspirations de tel ou tel groupe. —

1 | S. Zukin, *The Culture of Cities*, Oxford, Blackwell, 1995.